

L'association Non au CDG express a adressé récemment un courrier à Michel Cadot, signé par de nombreux élus de différentes couleurs politiques, lui demandant d'abandonner le projet de liaison directe entre Paris-Charles de Gaulle et la gare de l'Est, principalement en raison de son impact sur le RER B.

Frédérique Dumas, députée des Hauts-de-Seine et signataire de la lettre, est engagée contre ce projet qui pose, selon elle, des « problèmes de transparence et de cohérence » de l'Etat. Alors que le Premier ministre Edouard Philippe, en février dernier, a évoqué la nécessité de vérité et de priorisation pour le Grand Paris express, elle estime que ces principes ne sont pas appliqués pour le CDG express. « Il est répété en boucle qu'il n'est pas financé par de l'argent public, c'est faux, ce n'est pas honnête alors qu'il va être réalisé grâce à un emprunt d'Etat d'1,7 milliard d'euros et qu'il existe un très fort risque de déficit d'exploitation, souligne-t-elle. Le bon fonctionnement du transport au quotidien doit rester la priorité. Y opposer de manière abstraite le rayonnement de la France, que favoriserait un projet mal conçu, n'est plus acceptable », ajoute-t-elle.

Retrouvez l'intégralité de l'**article sur Le Journal du Grand Paris**.